



Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



N°15

Publication: Sept 2017

www.banque-comores.km

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	2
I. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE	4
II. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION	11
III. EVOLUTION DE LA SITUATION MACRO-ECONOMIQUE DES COMORES DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 2000 (VOLET N°3) ..	14

Liste des Tableaux

TABEAU 1 : EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	6
TABEAU 2 : REPARTITION DES CREDITS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL	7
TABEAU 3 : REPARTITION DES DEPOTS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL	8
TABEAU 4 : CHAMBRE DE COMPENSATION	9
TABEAU 5 : LES TRANSFERTS D'ARGENT	10
TABEAU 6 : LES OPERATIONS DE CHANGE MANUEL	11

Liste des graphiques

FIGURE 1 : EVOLUTION DU RYTHME DE CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE EN GLISSEMENT ANNUEL	4
FIGURE 2 : EVOLUTION DU RYTHME DE LA CROISSANCE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS EN GLISSEMENT ANNUEL	5
FIGURE 3 : EVOLUTION DU RYTHME DE CROISSANCE DU CREDIT INTERIEUR EN GLISSEMENT ANNUEL	5
FIGURE 4 : EMPLOIS ET RESSOURCES DES BEF	7
FIGURE 5 : EVOLUTION DU TAUX DES CREANCES DOUTEUSES ET DU TAUX DE PROVISIONNEMENT	8
FIGURE 6 : PART DE MARCHÉ DES OPERATEURS POUR LES TRANSFERTS REÇUS	10

Place de France – BP : 405 MORONI, Tel: (+269) 773 18 14 / 773 10 02 - Fax: (+269) 773 03 49
Email: gdir-etudes@banque-comores.km - Site web: www.banque-comores.km

AVANT PROPOS

Au 2^{ème} trimestre 2017, l'économie comorienne a enregistré de meilleures performances par rapport au trimestre précédent. Presque tous les indicateurs ont été marqués par le dynamisme de la demande intérieure au mois de ramadan amplifié par les fêtes de l'Ide-el-Fitre vers la fin du mois de juin 2017. En effet, plusieurs indicateurs parmi lesquels ceux que nous développons dans la première partie de ce bulletin ont effectivement tiré profit de l'amélioration de la demande intérieure, mais aussi de la persistance de prix faibles dans plusieurs secteurs de l'économie grâce notamment à l'amélioration de la fourniture en électricité, à la baisse des prix à la pompe, aux mesures prises par les autorités pour contenir la hausse des prix de certaines denrées de première nécessité notamment pendant le mois de ramadan. Ainsi, la progression en variation trimestrielle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation est passée, selon les chiffres provisoires publiés par l'INSEED, de -0,7% en mars 2017 à -0,9% en juin 2017. Cette baisse est expliquée par le recul des prix de fonction de consommation « alimentaires et boissons non alcoolisées », « Boisson alcoolisées et tabac » et « articles d'habillement et chaussures ». Ce net recul de l'inflation est entièrement expliqué par l'avènement du mois de ramadan. Naturellement, la BCC continue de suivre très étroitement ces évolutions dans le cadre de son dispositif de politique monétaire.

Dans ce numéro, en plus de la traditionnelle analyse des évolutions monétaires, bancaires et financières et de la restitution de nos enquêtes de conjoncture sous forme de

soldes d'opinion, vous trouverez la suite de notre analyse sur l'évolution de l'économie comorienne du tout début des années 2000 jusqu'à nos jours.

Ce troisième volet porte sur l'évolution du secteur monétaire et ses enjeux en termes de financement de l'économie. Le système bancaire comorien a enregistré ces dernières années une profonde mutation, avec la fin d'une situation monopolistique et l'octroi d'agréments à de nouveaux intervenants. Il comptabilise aujourd'hui 113 guichets, hors les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national. En 2016, La trésorerie nette avoisine les 43 milliards FC dont 15 milliards de Réserves obligatoires.

Au niveau des ressources les dépôts sont passés de 19 à 103 milliards FC entre 2000 et 2016. On retrouve presque la même évolution au niveau des emplois puisque les financements octroyés par les établissements de crédit sont passés de 12 à 78 milliards FC sur la même période.

Toutefois, en dépit de ces évolutions, le rapport entre les crédits à l'économie et le PIB reste faible, même s'il est passé de 7,3% au début des années 2000 à 17,2% en moyenne sur la période récente.

Ces chiffres, révèlent le poids important de l'informel (qui a bénéficié de ces crédits) et de sa difficile appréciation sur la mesure du PIB, et ne doivent en aucun cas occulter les problèmes de financement que rencontrent les PME.

Mobiliser l'épargne pour du financement productif à moyen long terme

La discipline de la mobilisation de l'épargne n'est pas un phénomène nouveau. Depuis

longtemps, les analystes financiers l'ont proposé comme le moyen sûr pour un pays d'obtenir son indépendance financière. Cependant, même si certaines économies ont réussi dans ce domaine, beaucoup font face à de vrais défis qui les empêchent de mobiliser leur épargne et se sont, par conséquent, retrouvées piégées pendant de longues années dans le cercle vicieux de la dette.

Aux Comores, on constate qu'après l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE en 2012, l'Etat ne dispose toujours pas de marge de manœuvre budgétaire suffisamment importante pour favoriser le financement des projets de développement structurants inscrits dans la (SCA2D) (énergie, infrastructures, tourisme...). L'accent n'ayant pas été davantage mis sur la création d'un environnement favorable au refinancement des acteurs économiques du pays et de l'Etat.

Le secteur financier comorien est au cœur de ce dispositif de mobilisation de l'épargne. Plusieurs facteurs peuvent être avancés, liés à la fois aux faibles capacités et au niveau modeste du financement des entreprises, ainsi qu'à la structure du secteur financier

longtemps dominé par une seule banque commerciale.

La volonté politique du gouvernement actuel de mettre le pays sur la voie de l'émergence nécessite une profonde réflexion et l'adoption d'une autre manière de faire en matière de financement de l'économie et du développement. Les ressources du système bancaire actuel sont insuffisantes et non adaptés à des financements de longue durée.

Quoi qu'il en soit, si l'on veut atténuer ces problèmes de financement, il faut déployer des efforts supplémentaires pour renforcer les capacités, tant du côté de l'offre que du côté de la demande, et lever les obstacles ayant trait à l'exécution des contrats et à l'asymétrie de l'information.

Plusieurs solutions innovantes, qui tirent notamment parti des progrès technologiques avec notamment les agréments des établissements de monnaie électronique, pourraient changer la donne, sans oublier la volonté de la BCC de dynamiser le marché interbancaire avec la mise à disposition de nouveaux instruments.

Dr Younoussa Imani

Gouverneur

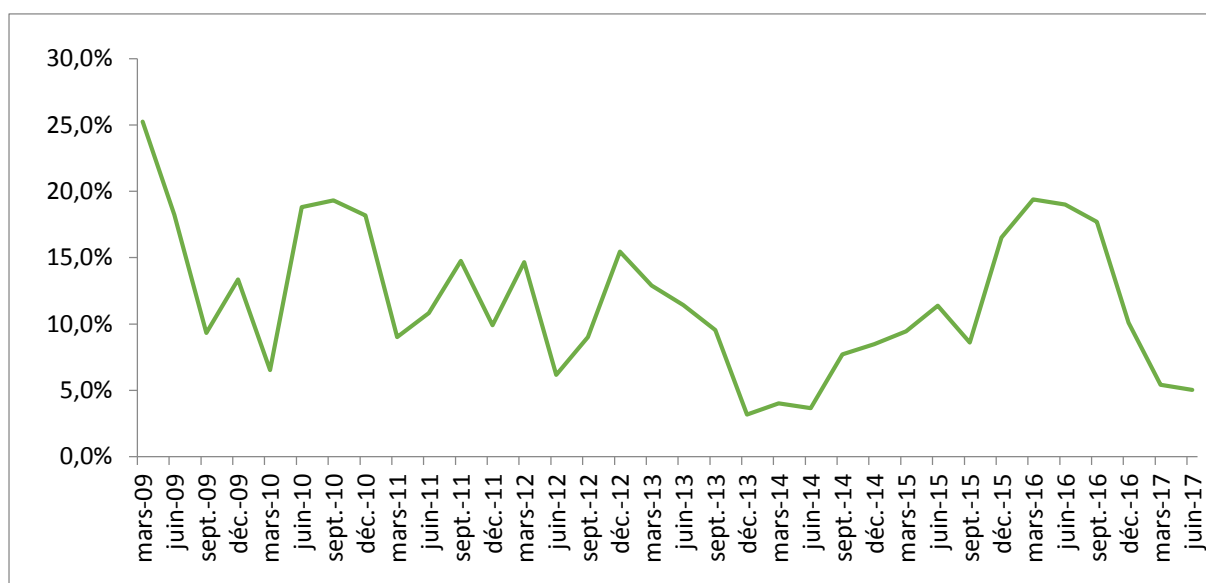
I. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

1.1 La situation monétaire

A fin juin 2017, l'évolution des contreparties de la masse monétaire est marquée par une détérioration de 6,9 milliards de la position extérieure nette et un renforcement de 5,1 milliards du crédit intérieur par rapport à mars 2017. Ces évolutions font ressortir une légère contraction de la masse monétaire de 0,1% qui s'est établit à 121,4 milliards au

deuxième trimestre contre 121,5 milliards au 1^{er} trimestre 2017 après 115,8 au 2^{ème} trimestre de l'année 2016. En glissement annuel, le rythme de progression de la masse monétaire s'est fixé à 5% à fin juin 2017, son cycle étant sur une phase descendante depuis le début de l'année 2017.

Figure 1 : Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel

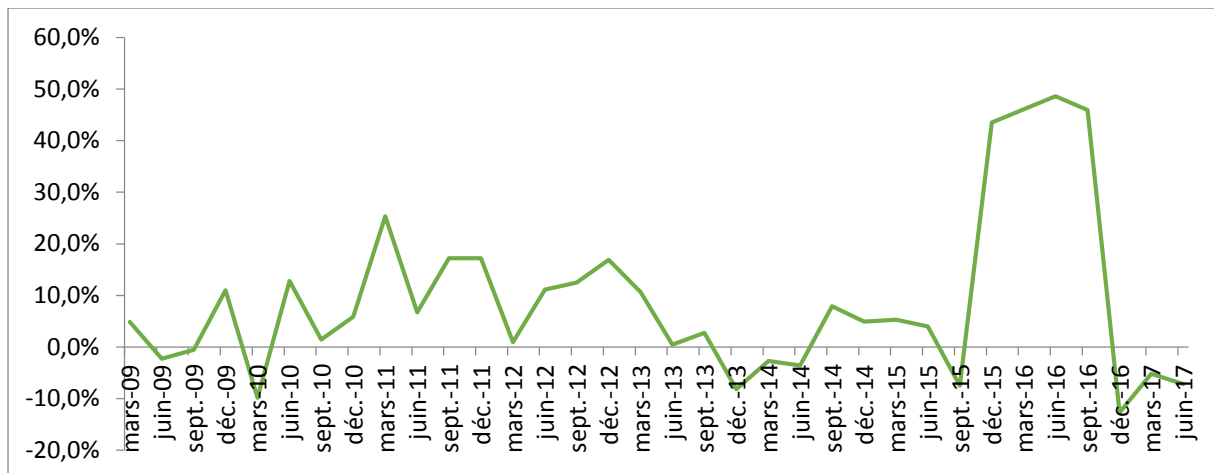


1.1.1 Détérioration de la position extérieure nette

Les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 9,9% entre fin mars et fin juin 2017 pour s'établir à 63,1 milliards. Cette situation est imputable aussi bien à l'évolution des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (62,6 milliards FC) qu'à celle des banques commerciales (0,5 milliards), dont les positions extérieures nettes se sont respectivement fixées à 66,8 milliards et 3,2 milliards un trimestre auparavant.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets sont en repli de 5,5 milliards, soit (-8,1%) par rapport à juin 2017. L'évolution trimestrielle du taux de croissance des avoirs extérieurs nets, en glissement annuel, montre que depuis décembre 2016, ces avoirs sont en baisse.

Figure 2 : Evolution du rythme de la croissance des avoirs extérieurs nets en glissement annuel

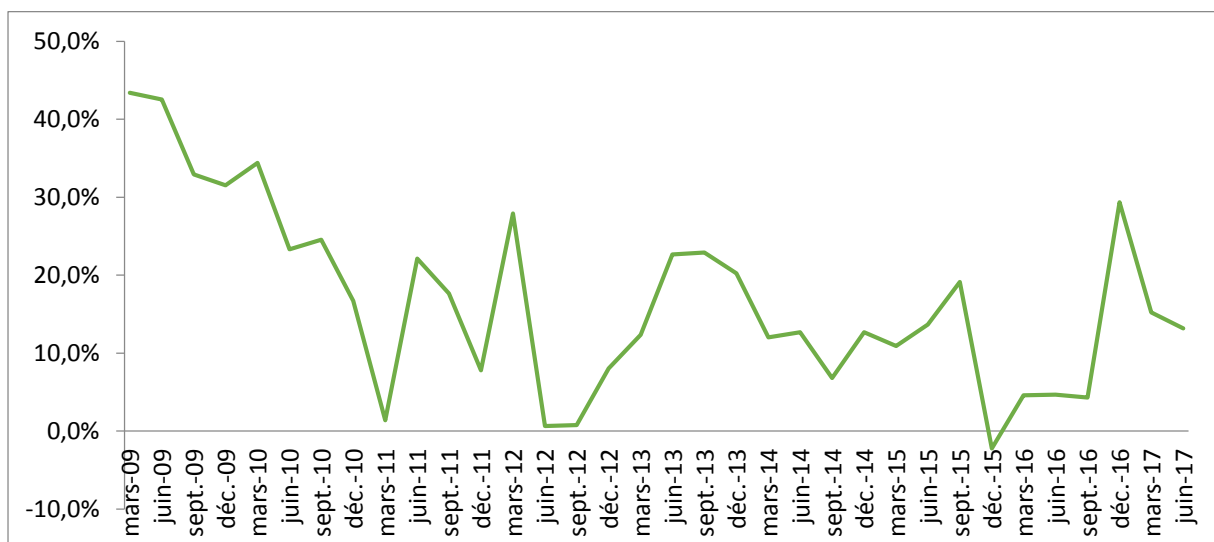


1.1.2 Renforcement du crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 87,8 milliards à fin juin 2017, se renforçant de 5 milliards, soit 6,1% par rapport à fin mars 2017, en liaison avec l'évolution des créances nettes à l'Etat et des crédits à l'économie. Ces derniers se sont évalués à 80,7 milliards à fin juin 2017, en hausse de 2,5 milliards par rapport à la fin du premier trimestre. Sur la

même période, les crédits à l'Etat ont progressé de 3,1 milliards pour se fixer à 7,1 milliards. En glissement annuel, le rythme de croissance des crédits intérieurs a décéléré depuis le premier trimestre 2017 pour se situer à 13,2% après 15,2% au premier trimestre et 29,3% à fin décembre 2016.

Figure 3 : Evolution du rythme de croissance du crédit intérieur en glissement annuel



1.1.3 Consolidation au niveau des moyens de paiements

L'agrégat M1 s'est amélioré de 0,25% pour se situer à 80,9 milliards à fin juin 2017 contre 80,7 milliards au premier trimestre. Cette évolution est principalement liée à la forte hausse de la monnaie en circulation, les dépôts à vue et à terme étant en baisse.

En effet :

➤ la circulation fiduciaire a progressé de 12,8% pour se situer à 30,5 milliards à la fin du deuxième trimestre contre 27,1 milliards

trois mois auparavant. Elle représente 25,2% de la masse monétaire.

➤ en revanche, les dépôts à vue se sont contractés de 6,1%, pour se situer à 50,4 milliards à fin juin comparativement à fin mars dont la valeur était de 53,6 milliards.

➤ De même, les dépôts d'épargne se sont repliés de 0,7% à fin juin 2017 pour se situer à 40,5 milliards contre 40,8 milliards au premier trimestre.

Tableau 1 : Evolution de la masse monétaire

Rubriques (en millions FC)	juin-16	mars-17	juin-17*	Variation trimestrielle		Variation en glissement annuel	
	(a)	(b)	(c)	Absolue (c)/(b)	Relative (c)/(b)	Absolue (c)/(a)	Relative (c)/(a)
Masse Monétaire	115830	121 482	121386	-96	-0,1%	5556	4,8%
Circulation Fiduciaire hors BEF	28 645	27 075	30 530	3 455	12,8%	1 885	6,6%
Dépôts à vue	47 465	53 638	50 382	-3 256	-6,1%	2 917	6,1%
Dépôts d'épargne et Comptes à terme	39 720	40 769	40 474	-295	-0,7%	754	1,9%
Avoir Extérieurs Nets	68 668	70 052	63 139	-6 913	-9,9%	-5 529	-8,1%
Banque Centrale des Comores	68 043	66 805	62 623	-4 182	-6,3%	-5 420	-8,0%
Banques et Etablissements Financiers	625	3 247	516	-2 731	-84,1%	-109	-17,4%
Crédit Intérieur	77 350	82 758	87 823	5 065	6,1%	10 473	13,5%
Créances sur l'Administration Centrale	4 999	4 018	7 139	3 121	77,7%	2 140	42,8%
Crédits à l'économie	72 351	78 740	80 684	1 944	2,5%	8 333	11,5%
Autres Postes Nets	(30 187)	(31 328)	(29 576)	1752	5,6%	611	2,02%

Source : BCC,

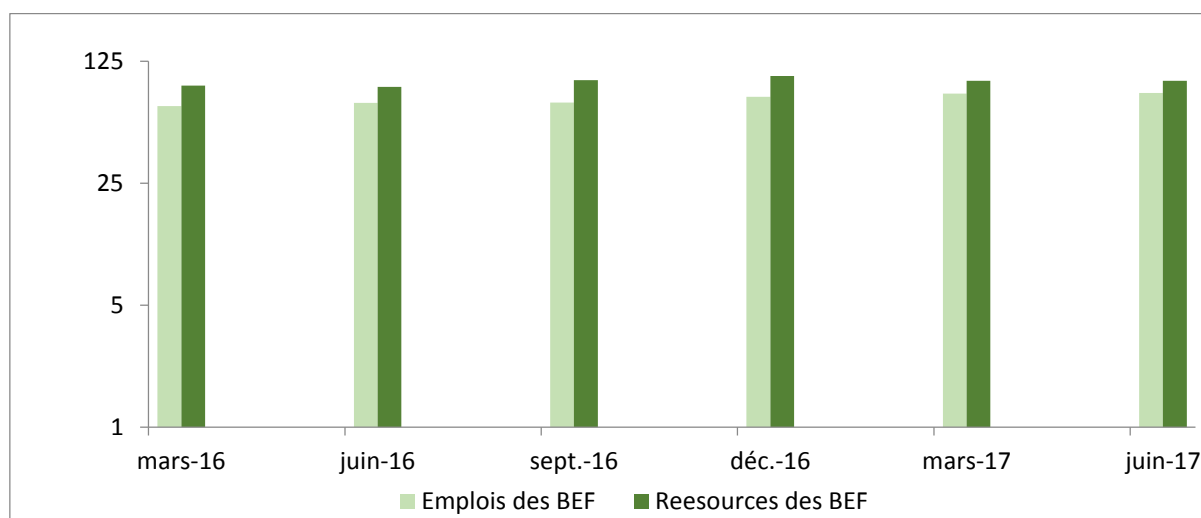
* Chiffres provisoires

1.2 L'activité bancaire

Le total des bilans consolidés des Etablissements de crédit s'est contracté de 7,5%, s'établissant à 109,7 milliards à fin juin contre 118,7 milliards à fin mars 2017. Cette

situation résulte de la baisse de l'encours des dépôts de la clientèle, atténuée par la hausse de l'encours des crédits qui passe de 81,6 milliards à 82,2 milliards à fin juin 2017.

Figure 4 : Emplois et Ressources des BEF



1.2.1 Renforcement de l'encours des crédits

L'encours des crédits accordé par les banques et établissements financiers à leur clientèle est évalué à 82,2 milliards à fin juin 2017 contre 81,6 milliards le trimestre précédent, soit une hausse de 0,7%. Comparativement à fin juin 2016, l'encours des crédits octroyé par les établissements de crédit a progressé de 10 milliards soit 13,9%.

En termes de répartition, les entreprises privées et les ménages continuent à recevoir plus de 90% de l'ensemble des financements :

➤ La part des financements accordée aux entreprises publiques et ménages s'est consolidée, tandis que celle accordée aux entreprises privées a légèrement augmenté, passant de 43,3% à fin mars 2017 à 44,4 trois mois après.

➤ En revanche, celle accordée à la catégorie « autres » s'est contractée pour se positionner à 5,4% contre 6,7% au premier trimestre 2017

Tableau 2 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total

Crédits par catégorie (en %)	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017T1
Entreprises publiques	0,60	0,50	3,70	3,50	3,50
Entreprises privées	48,90	47,00	46,20	43,30	44,40
Ménages (y.c informel)	48,80	50,60	43,50	46,50	46,70
Autres	1,70	1,80	6,60	6,70	5,40

1.2.2 Consolidation des dépôts

Les dépôts effectués au niveau des Banques et Etablissements financiers se sont consolidés. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, ils se sont renforcés de 7 milliards, soit

8,3%. Cette baisse est due à la diminution des dépôts effectués par les entreprises publiques et privées et par l'administration centrale locale.

En termes de répartition :

➤ La part des entreprises publiques dans le total des dépôts s'est contractée passant de 9,4% à 7,2% à fin juin 2017.

➤ La part des entreprises privées a poursuivi sa tendance baissière amorcée depuis plus d'un an. Elle représente 15,8% à

fin juin 2017 contre 16,1% au premier trimestre après 18,6% une année auparavant.

➤ La part des ménages s'est légèrement améliorée, s'élevant à 71,4% contre 70% au premier trimestre 2017.

➤ La part de la catégorie « autres » a progressé pour se situer à 5,5%, contre 4,6% trois mois auparavant.

Tableau 3 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

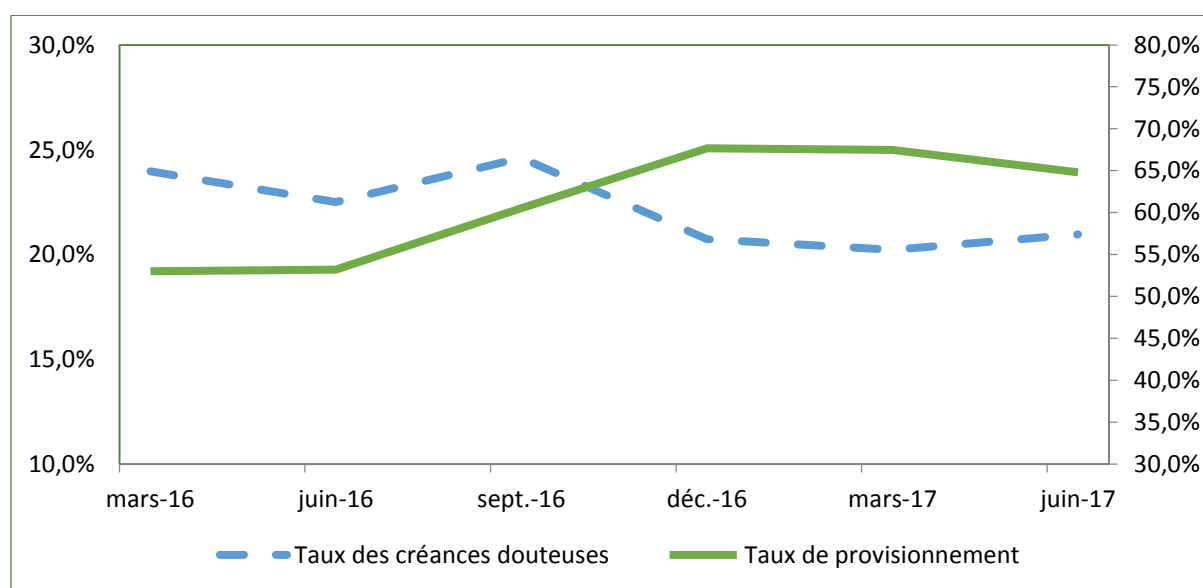
Dépôts par catégorie (en %)	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2
Entreprises publiques	5,80	9,80	8,60	9,40	7,20
Entreprises privées	18,60	18,50	18,20	16,10	15,80
Ménages (y.c secteur informel)	71,70	68,10	66,20	70,00	71,40
Autres	3,90	3,70	7,00	4,60	5,50

1.2.3 Les créances en souffrance

En comparaison avec le premier trimestre, la qualité du portefeuille reste préoccupante à fin juin 2017. En effet, le taux de créance douteuse a augmenté de 0,7 point, passant de 20,2% à 21% au terme du deuxième

trimestre. Cette situation continue d'inquiéter les établissements de crédit quant à leur impact sur leur rentabilité. Toutefois ces créances restent provisionnées à hauteur de 64,8%.

Figure 5: Evolution du taux des créances douteuses et du taux de provisionnement



Au niveau des autres indicateurs du bilan :

➤ La trésorerie nette s'est contractée de 10,1%, pour se situer à 30,3 milliards contre 33,7 milliards trois mois auparavant.

➤ Les immobilisations nettes ont fortement baissé, passant de 7,9 milliards à fin mars 2017 à 5,1 milliards à fin juin 2017.

➤ Les fonds propres se sont améliorés de 5,4% par rapport à mars 2017.

1.3 La chambre de compensation

La compensation des valeurs, chèques et virements confondus, a atteint le montant de 42 milliards contre 37,9 milliards au premier trimestre 2017 et après 29,7 milliards au 2^{ème} trimestre 2016, ce qui prouve une croissance continue du volume des transactions du secteur bancaire :

➤ 16541 chèques représentant une valeur totale de 14,2 milliards, ont été présentés à la compensation contre 17230 chèques, représentant une valeur totale de 14,7 milliards au trimestre précédent et contre 15708 chèques (14,7 milliards) au 2^{ème} trimestre 2016 ;

➤ Sur les 16541 chèques présentés, 399 (2,4% du total des chèques, représentant 400

millions sur un total de 14,2 milliards) ont fait l'objet de rejets contre 325 chèques (1,9% du total des chèques présentés, représentant 207 millions contre un total de 14,7 milliards) au 1^{er} trimestre 2017 et 358 chèques (2,3% du total des chèques présentés, représentant 330 millions) au 2^{ème} trimestre 2016 ;

➤ 4104 opérations de virements (27,8milliards) ont été présentées contre 3771 opérations (23,2 milliards) au trimestre précédent et contre 3210 opérations (15 milliards) au 2^{ème} trimestre 2016 ;

➤ 108 demandes de virements (270 millions) ont fait l'objet de rejet contre 69 demandes (88 millions) au trimestre précédent et 68 demandes (439 millions) au 2^{ème} trimestre de l'année 2016.

Tableau 4 : Chambre de compensation

	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270

* : en millions de Francs Comoriens

1.4 Opérations de change du système bancaire et transferts d'argent

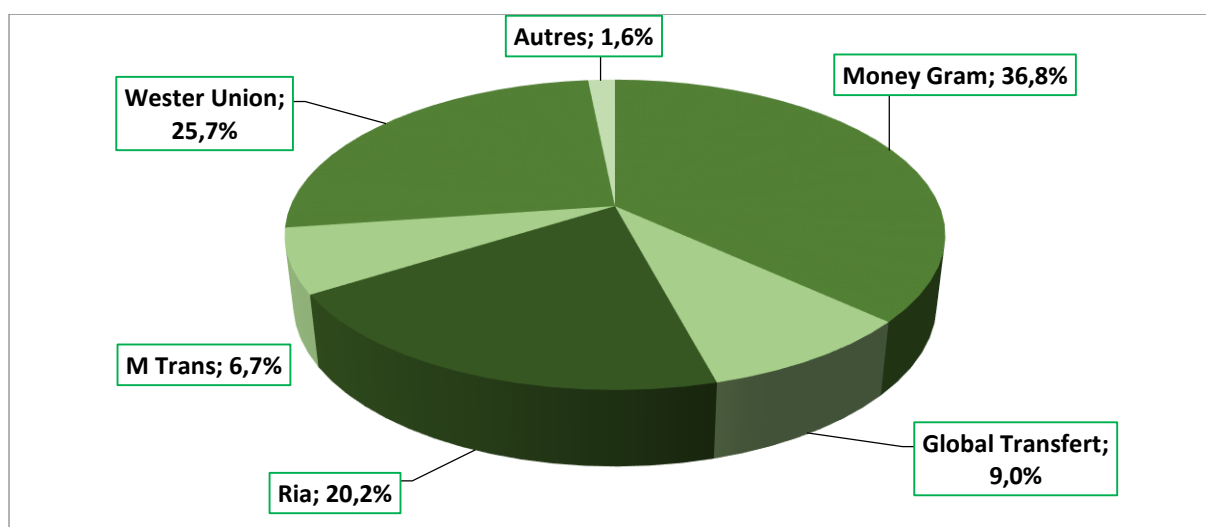
1.4.1 Les transferts d'argent

Les transferts d'argent reçus par l'intermédiaire des sociétés spécialisées sont ressortis à 7,9 milliards sur le deuxième trimestre de l'année 2017, en hausse de 4% par rapport au premier trimestre de 2017. Cette forte évolution est marquée par la

préparation du mois de ramadan conjugué par la célébration de la fête de l'Ide El Fitr.

Aux Comores plusieurs opérateurs sont à l'origine des transferts de fonds avec des parts de marché différentes.

Figure 6: Part de marché des opérateurs pour les transferts reçus



S'agissant des transferts émis par les BEF vers l'extérieur, ils se sont situés à 2,3 milliards au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 12,4% par rapport au premier trimestre.

Au total, le cumul des transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit des Comores a atteint 11,3 milliards à fin juin 2017.

Tableau 5 : Les transferts d'argent

Transferts (en millions)	Réceptions	Emissions
2016 T1	6 426	2 706
2016 T2	7 136	3 154
2016 T3	8 222	2 534
2016 T4	7 234	2 298
ANNEE 2016	29 018	10 693
2017 T1	7 682	2 070
2017 T2	7 986	2 326

1.4.2 Les opérations de change

Au niveau du change manuel, les achats de devises effectués par le système bancaire ont représenté l'équivalent de 3,2 milliards au 2^{ème} trimestre 2017 contre 4,5 milliards au trimestre précédent et après 2,4 milliards au 2^{ème} trimestre 2016.

En revanche, les ventes de devises ont légèrement augmenté, représentant l'équivalent de 3,4 milliards FC au 2^{ème} trimestre 2017 contre 3,2 milliards FC au trimestre précédent et 3,8 milliards FC au 2^{ème} trimestre 2016.

Tableau 6 : Les opérations de change manuel

Change manuel (en millions)	Achats	Ventes
2016 T1	5 855	6 133
2016 T2	2 407	3 772
2016 T3	9 379	5 728
2016 T4	5 172	4 824
ANNEE 2016	22813	20458
2017 T1	5 280	3 069
2017 T2	3 225	3 368

1.5 Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	JAN-17	FEV-17	MARS-17	AVRIL-17	MAI-17	JUIN-17
TAUX NATIONAUX						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,148	1,147	1,147	1,144	1,14	1,14
TAUX DE REMUNERATION						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA -1,25)*	-1,602	-1,603	-1,603	-6,606	-1,61	-1,61
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,477	-0,478	-0,478	-0,481	-0,48	-0,48
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN A FIN DE MOIS (A TITRE INDICATIF)						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,142	0,151	0,139	0,143	0,142	0,139
DOLLAR – USD (ETATS UNIS D'AMERIQUE)	457,432	464,252	460,170	458,860	444,987	438,135
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,826	13,065	13,067	13,020	12,723	17,938
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,205	0,208	0,207	0,206	0,196	0,193
YUAN- CNY (CHINE)	66,509	67,597	66,805	66,580	64,352	63,574

II. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION

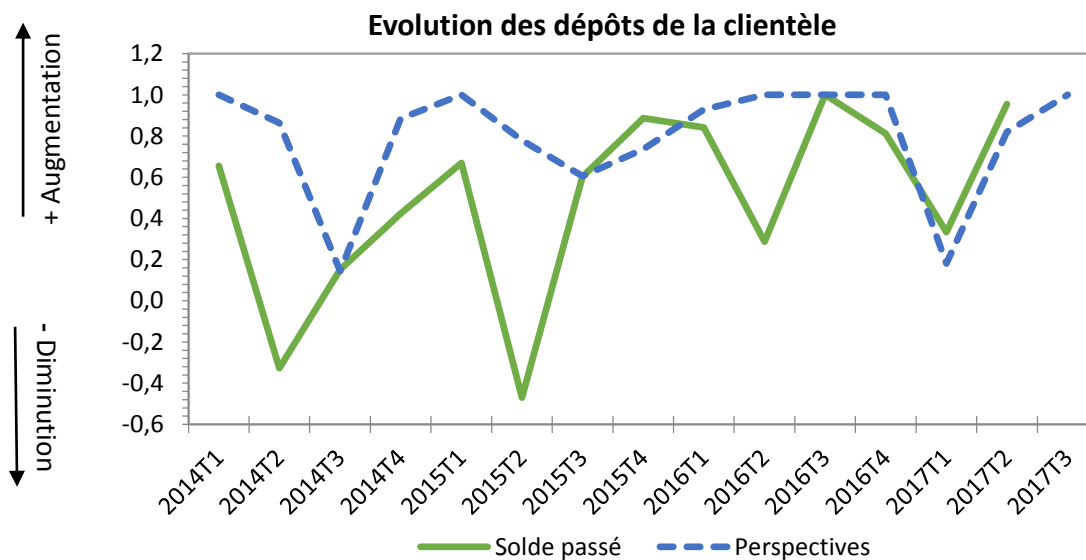
Chaque trimestre la BCC réalise une enquête qualitative auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit agréés en union des Comores. Cette enquête vise à appréhender les évolutions d'un certain nombre d'indicateurs économiques et financiers.

Disposant désormais d'un historique suffisant, la BCC propose dans ce numéro de son bulletin une analyse et une représentation sous forme de graphiques de l'évolution des soldes d'opinion des banques. Le solde d'opinion correspond à la différence entre le pourcentage des réponses positives

et le pourcentage de réponses négatives. Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.

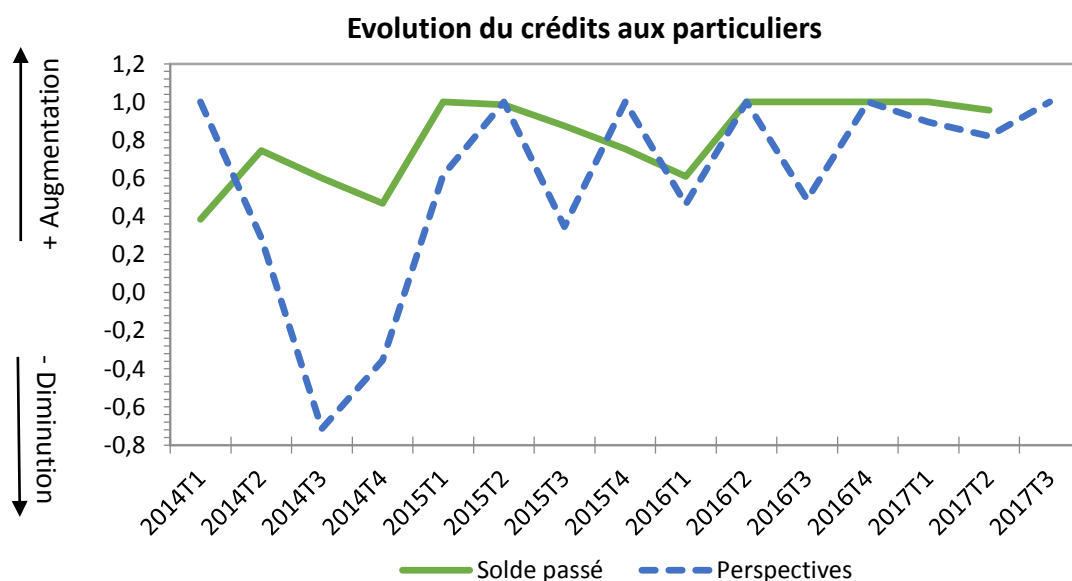
s'amplifie avec un solde d'opinion en forte hausse : +70 points par rapport au trimestre précédent. Elle resterait également favorablement orientée selon les prévisions pour le 3^{ème} trimestre 2017.

Selon les résultats de l'enquête du 2^{ème} trimestre 2017, la **collecte de dépôts** progresse à fin juin 2017 pour l'ensemble des agents. En effet, la collecte de l'épargne



A fin juin 2017, la demande de crédits aux particuliers semble légèrement s'essouffler. Même si elle reste en hausse, la demande de financements ralentit sur un trimestre : le solde d'opinion associé diminue de 10 points

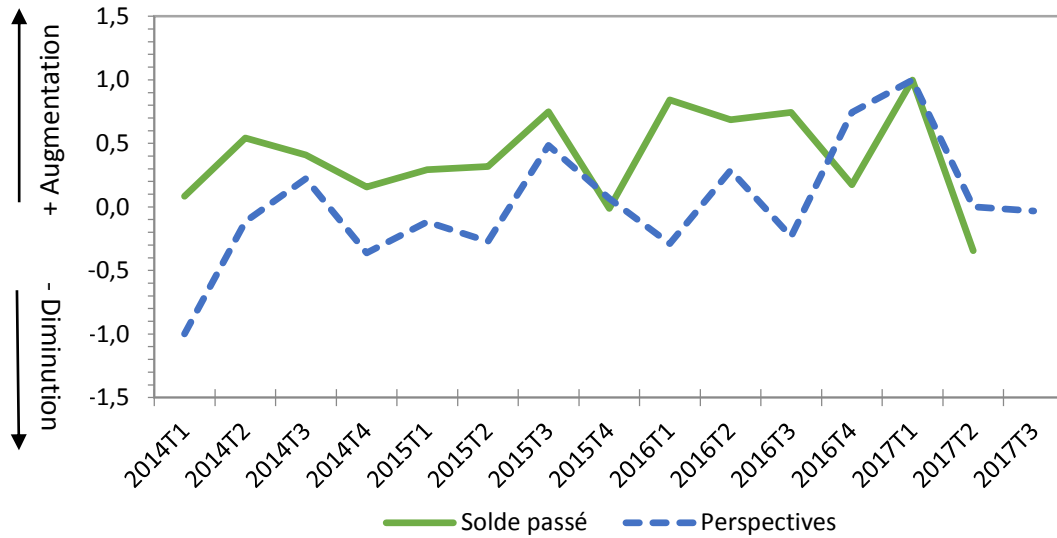
par rapport au 1^{er} trimestre 2017. Pour le trimestre à venir, selon les dirigeants des établissements de crédit, la demande de crédits resterait orientée à la hausse.



La qualité du portefeuille s'est détériorée avec un solde d'opinion qui est ressorti à - 30 points à fin juin 2017. Pour le 3^{ème} trimestre, les dirigeants

d'établissements de crédit interrogés prévoient une stabilisation sur la situation des créances en souffrances.

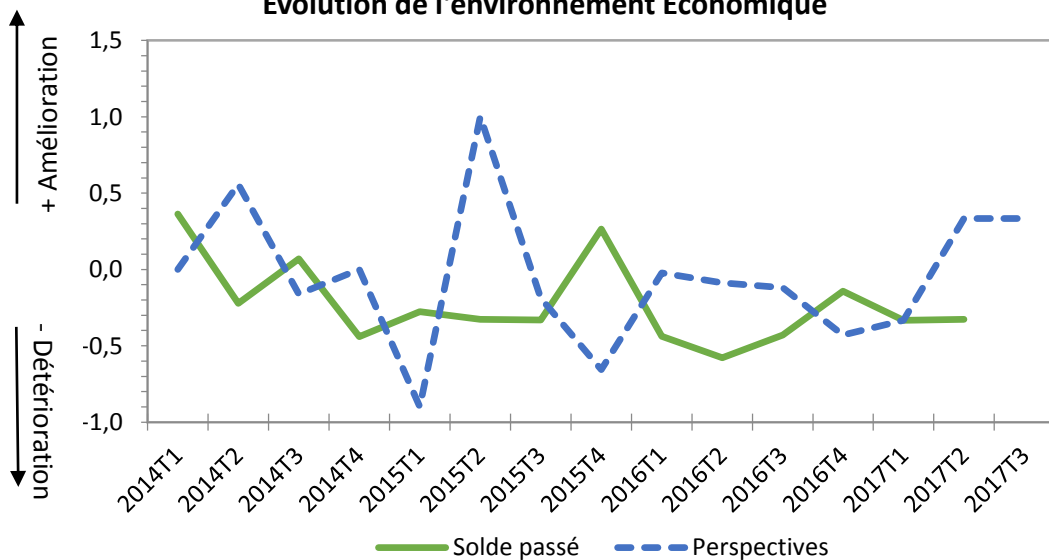
Evolution des créances en souffrance



Au niveau de l'évolution de l'environnement économique d'ensemble, l'activité s'annonce plutôt positive selon la plupart des dirigeants de BEF interrogés, ce qui est de nature à favoriser le recouvrement des créances.

En effet, bien qu'ils soient nombreux à reconnaître une stagnation de l'activité au 2^{ème} trimestre 2017, beaucoup d'entre eux gardent encore une appréciation très positive pour le 3^{ème} trimestre 2017.

Evolution de l'environnement Economique



III. EVOLUTION DE LA SITUATION MACRO-ECONOMIQUE DES COMORES DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 2000 (VOLET N°3)

Le secteur monétaire et ses enjeux en termes de financement de l'économie

III.1 Un secteur financier en pleine mutations

Le système bancaire comorien a enregistré ces dernières années une profonde mutation, avec la fin d'une situation monopolistique et l'octroi d'agréments à de nouveaux intervenants.

A fin 2016, le système bancaire et financier comorien est composé de dix institutions financières agréées par la Banque centrale des Comores, réparties comme suit :

- 4 banques,
- 3 Institutions Financières Décentralisées (IFD)
- 3 Intermédiaires Financiers

Cette ouverture du système bancaire a eu un effet immédiat sur l'évolution des crédits à l'économie.

En effet, jusqu'en 2004, période marquée par une situation monopolistique dans le secteur financier, comme pour les dépôts, les crédits à l'économie sont restés stables, évalués à une moyenne de 10,1 milliards FC.

Depuis 2005, le système bancaire a notamment été marqué par :

- l'agrément de deux réseaux de micro finance en 2005 et 2006 qui disposent d'une large couverture géographique,

■ la reprise de l'activité de crédit de la Banque de développement,

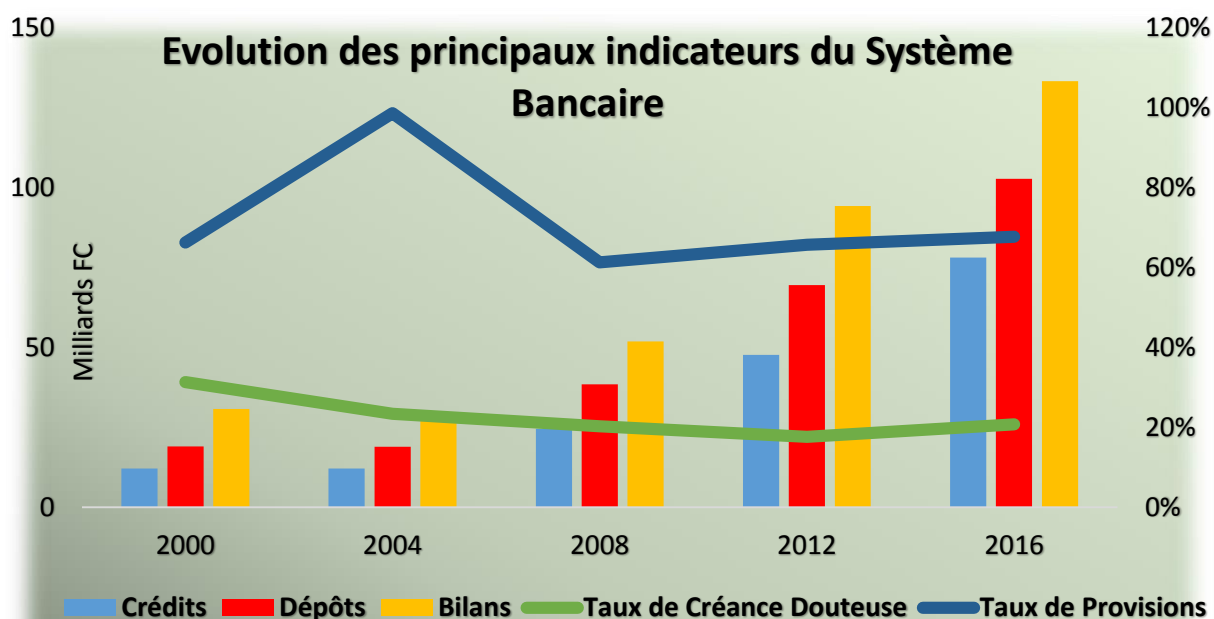
■ l'ouverture en 2005 de la Société Nationale des Postes et Services Financiers qui a repris les activités de la Caisse nationale d'épargne,

■ l'ouverture de deux nouvelles banques commerciales en 2007 et 2009,

Les crédits à l'économie sont passés de 10,5 milliards FC en décembre 2004 à près de 75,2 milliards FC en décembre 2016. Toutefois le taux de créances en souffrance reste encore élevé 20% en 2016 contre 31% en 2000 provisionné toutefois à hauteur de 68%.

Parallèlement, au cours de la période, l'épargne collectée par le système bancaire sous forme de dépôts à terme s'est inscrite en constante progression pour s'établir à fin décembre 2016 à 41,2 milliards FC contre 15,4 milliards FC à fin décembre 2005.

Toutefois, en dépit de ces évolutions, le rapport entre les crédits à l'économie et le Pib reste faible, même s'il est passé de 7,3% lors de la période 2001-2005 à 17,2% pour la période 2006-2015.



III.2 L'accès au crédit comme principale contrainte au dynamisme du secteur privé

Aux Comores, le tissu productif est caractérisé par la présence d'une grande majorité de PME et de très petites entreprises (TPE), auxquelles il faudrait rajouter les activités génératrices de revenus (AGR), qui exercent pour la plupart de manière informelle, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, du commerce (revente produits agricoles et halieutiques, commerce ambulant) ou encore la mécanique.

Indépendamment du statut des entreprises, l'accès au crédit bancaire est souvent cité comme l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées, aussi bien lors de leur phase de démarrage que de croissance, les établissements de crédit hésitant à leur octroyer suffisamment des

prêts pour répondre à leurs besoins de financement, du fait de l'importance des risques et des insuffisances de couverture en terme de garantie.

En parallèle à cela, la faiblesse de l'appareil judiciaire est souvent citée par les dirigeants des établissements financiers comme entrave à l'octroi du crédit. Ces derniers avouent que même s'ils arrivent à décrocher une décision de justice en leur faveur, la faire exécuter est souvent impossible. La première conséquence à cela est que les conditions bancaires appliquées aux entreprises sont très élevées, et leur impact en termes de charges financières représente une part importante dans leurs comptes d'exploitation.

III.3 Les entraves à la distribution de crédit au secteur privé

Du côté de l'offre de crédit, plusieurs contraintes limitent le financement du secteur privé ;

- Absence de ressources pour le financement de long terme

- Concentration des banques dans le milieu urbain

- Absence d'un marché interbancaire,

- Taux d'intérêt très élevés (liés à un risque crédit élevé)

- Absence de partenariat stratégique entre les banques pour le financement de gros projets.

Du côté de la demande de crédit, les principaux points de blocage sont les suivants:

- Qualité insuffisante des projets financés (ce qui concourt à accroître le crédit douteux)

- Clientèle non solvable et avec des garanties difficiles à mobiliser

- Faible bancarisation de la population, donc moins de dépôts (10% Chez la population adulte)

- Ampleur de demandes de crédit à la consommation (grand mariage).

- Peu de crédit destiné à la production

On peut citer aussi d'autres contraintes structurelles, liées notamment à l'insuffisance des infrastructures de base incluant les infrastructures financières et technologiques, les dysfonctionnements du système judiciaire ainsi que le manque de ressources humaines dans le domaine du contentieux bancaire.

III.4 Réalisations de la BCC en soutien au développement économique à travers l'amélioration du financement du secteur privé

Face à ce constat la BCC est en perpétuelle recherche de solutions afin de soutenir la professionnalisation des structures de micro-finance, réduire le niveau de risque et améliorer les conditions de financement.

- Des formations destinées à renforcer les capacités des agents des BEF ont été initiées.

- Une nouvelle loi bancaire et une réforme de la réglementation prudentielle sont réalisées.

- Un fond de développement du secteur bancaire et financier a été mis en place.

- Une centrale des risques et des incidents de paiement a été mis en place.

- Un mécanisme de taux effectif global (TEG) a été mis en place.

III.5 Réflexions actuelles au sein de la BCC pour accompagner la mobilisation de l'épargne

Convaincu que le secteur financier du pays devrait au mieux mobiliser l'épargne des

ménages et l'orienter vers des investissements productifs indispensables à

la croissance et à l'innovation, la BCC mettra l'accent et soutiendra toute initiative allant dans le sens :

- de l'innovation et du renforcement des mécanismes de mobilisation de l'épargne publique et la réduction de l'ampleur du secteur informel ;

- du développement du système bancaire à travers la mobilisation de l'épargne à moyen et long terme ;

- de la création de nouveaux produits d'épargne, réglementés ou non, mais aussi une modification à la marge de ceux qui existent déjà ;

- du développement des crédits à caractère prioritaire pour le développement (crédits aux secteurs productifs (pêche, agriculture, tourisme...etc), crédits de type Partenariat Public/Privé).

Des réflexions sur certains axes majeurs de la stratégie de la BCC sur l'accompagnement de la mobilisation de l'épargne sont déjà initiées:

- Mobiliser d'avantage l'épargne intérieure en essayant d'avoir comme dans d'autre pays, un compte bancaire par adulte.

- Mobiliser l'épargne de la diaspora à travers des produits à moyen et long terme via des mécanismes comme la bi-bancarisation. Sur ce point précis, la BCC et ses partenaires dont la Banque mondiale travaillent sans relâche afin de permettre aux comoriens résidents en France de pouvoir investir aux Comores.

- Moderniser le Système national de paiements, favoriser le marché interbancaire et développer la monnaie électronique pour permettre une gestion optimale de la circulation fiduciaire et améliorer la bancarisation en milieu rural.

III.6 Vers une amélioration du climat des affaires

La qualité de l'environnement des affaires pose également des difficultés particulières pour le développement du crédit au secteur privé: lourdeurs administratives, infrastructures déficientes, manque de sécurité juridique et régimes fiscaux peu incitatifs. Il faut noter toutefois que des efforts considérables ont été réalisés notamment dans le cadre des réformes Doing Business de la Banque mondiale avec le soutien de la BCC. Au niveau du classement 2015 du Doing Business, l'Union des Comores est passé de la 159^{ème} place à la 152^{ème}, grâce notamment au critère relatif à l'accès au crédit, à la mise en place de la Centrale des Risques et des Incidents de Paiement, et celui relatif à la création d'entreprises, avec la

réduction du capital social de 750 000 KMF à 100 000 KMF pour la création d'une SARL.

Par ailleurs, à la dernière édition 2016 du rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques et des institutions des pays africains (CPIA en anglais), les Comores ont reçu une note de 3 sur le critère de politiques structurelles (Commerce ; Secteur financier ; Cadre réglementaire des entreprises), contre une moyenne africaine de 3,2.

Méthodologie des enquêtes d'opinion

Descriptifs

Chaque trimestre la BCC réalise une enquête qualitative auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit agréés en union des Comores. Cette enquête vise à appréhender les évolutions d'un certain nombre d'indicateurs économiques et financiers, ce qui présente un grand intérêt dans la mesure où elle permet de déceler plus rapidement les retournements de l'activité bancaire. Les Dirigeants des établissements de crédit retournent dument rempli le formulaire de l'enquête par voie électronique ou par courrier.

Saisie

Les réponses sont saisies après contrôle dans un tableur Excel et les calculs sont effectués par étapes.

Pondération des résultats bruts

Etant donné que les établissements de crédit n'ont pas la même influence sur l'activité bancaire, à cause d'une différence de taille ou d'importance, on ne peut dégager la tendance de l'activité bancaire par une simple addition des réponses individuelles. A cet effet, la réponse de l'établissement est pondérée par le total bilan de l'établissement qui reflète l'importance de l'établissement dans le secteur financier.

Soldes d'opinion

Chaque question peut avoir une des trois réponses suivantes : Hausse, Inchangé ou Baisse ou bien Positive, Stable ou Négative. Le solde est la différence entre le pourcentage de réponses positives (Hausse) et le pourcentage de réponses négatives (Baisse). Il est calculé comme suit :
$$\text{Solde} = \% \text{ « + »} - \% \text{ « - »}.$$

Interprétation du solde d'opinion

La variation de l'activité s'explique par la comparaison des opinions positifs et des opinions négatifs pondérées. La tendance de l'activité est expliquée par les soldes (positifs ou négatifs). Le solde positif doit être interprété comme la dominance des opinions positives.